Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 23

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Sabato, 28 gennaio 1950 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80, e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA – presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 – Firenze, via Cavour n. 46 r – Napoli, via Chiaia n. 5 – Torino, via Roma n. 80, sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1949

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 12 novembre 1949, n. **1057.**

Ratifica dell'Accordo commerciale e scambio di Note fra l'Italia e la Polonia conclusi a Varsavia il 27 dicembre 1947.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare ed il Governo a dare piena ed intera esecuzione all'Accordo commerciale e scambio di Note fra l'Italia e la Polonia, concluso a Varsavia il 27 dicembre 1947.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore alla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 novembre 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — BERTONE — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Accord commercial entre la République d'Italie et la République de Pologne

Le Gouvernement de la République d'Italie, et le Gouvernement de la République de Pologne désireux de développer dans toute l'étendue des possibilités réciproques les échanges commerciaux entre leurs Pays, sont convenus, tout en laissant en suspens la réglementation des questions ne faisant pas l'objet du présent Accord, de ce qui suit:

Art. 1

Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent que le bénéfice de la nation la plus favorisée sera réservé à l'autre Partie contractante, dans le cadre fixé par la Convention polono-italienne, signée le 12 mai 1922.

Art. 2

L'Italie et la Pologne s'accorderont mutuellement un traitement aussi favorable que possible, dans l'octroi des autorisations d'exportation et d'importation de manière à faciliter le développement des échanges réciproques.

Art. 3

Le Gouvernement polonais autorisera l'exportation de Pologne vers l'Italie des marchandises indiquées dans la liste *B* ci-annexée, jusqu'à la concurrence des quantités ou des valeurs y mentionnées pour chaque groupe de produits.

De son côté le Gouvernement italien autorisera l'importation en Italie desdites marchandises jusqu'à la concurrence des quantités ou des valeurs indiquées dans la même liste. Ceci pour autant que de telles autorisations soient nécessaires à l'exportation ou bien à l'importation, suivant les dispositions en vigueur dans les deux Pays.

Art. 4

Le Gouvernement italien autorisera l'exportation d'Italie vers la Pologne des marchandises indiquées dans la liste *A* ci-annexée jusqu'à la concurrence des quantités ou des valeurs y mentionnées pour chaque groupe de produits.

De son côté le Gouvernement polonais autorisera l'importation en Pologne desdites marchandises jusqu'à la concurrence des quantités ou des valeurs indiquées dans la même liste. Ceci pour autant que de telles autorisations soient nécessaires à l'importation ou à l'exportation, suivant les dispositions en vigueur dans les deux Pays.

Art. 5

Les deux Gouvernements, dans la mesure du possible, chercheront d'utiliser proportionnellement les contingents figurant dans les listes *A* et *B*.

Art. 6

Le Gouvernement italien s'engage, autant que possible, à effectuer le transport du charbon polonais destiné à l'Italie par chemin de fer, en utilisant ses propres wagons, et cela selon les plans prévus dans les contrats d'achat de charbon.

Art. 7

Les deux Gouvernements pourront, d'un commun accord, augmenter les contingents prévus aux annexes *A* et *B*, ainsi qu'y ajouter des contingents pour d'autres

marchandises. Dans ce but les deux Gouvernements s'engagent à échanger leurs vues, soit par la Commission Mixte prévue à l'art. 11 ci-après, soit par les moyens diplomatiques ordinaires, afin de prendre en considération toute possibilité de faciliter et d'étendre l'application du présent Accord.

Art. 8

Les deux Gouvernements s'engagent à faire tout leur possible pour que les contrats concernant la livraison des marchandises, mentionnées dans les listes *A* et *B*, soient conclus dans le plus bref délai, afin de faciliter l'utilisation des contingents prévus.

Art. 9

Les contingents indiqués dans les listes *A* et *B* sont valables pour une période d'une année à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord.

L'octroi des autorisations d'importation et d'exportation sera effectué dans le plus bref délai possible dès que le présent Accord sera entré en vigueur.

En ce qui concerne les produits ayant un caractère saisonnier, les autorisations d'exportation et d'importation seront délivrées de la part des Autorités compétentes en temps utile, en tenant compte de leur caractère particulier.

Les contrats et les factures relatifs aux marchandises énumérées dans les listes *A* et *B*, ci-annexées, seront normalement conclus et, respectivement, libellées en dollars U.S.A. et les prix s'entendront franco frontière du pays exportateur, à moins qu'ils soit convenu à ce sujet d'une manière différente.

Art. 10

La livraison des marchandises, dont la distribution est contrôlée par le « I.E.F.G. » ou le « Combined Boards » à Washington ou par d'autres organisations qui pourraient être substituées à leur place, sera soumise aux dispositions prises par lesdites organisations.

Art. 11

Pour faciliter les échanges commerciaux entre les deux Pays il sera constitué une Commission Mixte composée de représentants officiels polonais et de représentants officiels italiens.

Cette Commission soumettra aux deux Gouvernements toute proposition, prise d'un commun accord, tendant à améliorer les relations commerciales entre l'Italie et la Pologne. Elle sera chargée de surveiller l'application du présent Accord et de résoudre les différends relatifs à son application. Elle se réunira sur demande de l'une ou de l'autre Partie contractante.

Les deux Gouvernements s'entendront sur la constitution, à Varsovie et à Rome, de Comités Permanents dont le rôle consistera à veiller sur le bon fonctionnement de l'Accord et à éliminer, en temps utile, les obstacles qui en entraveraient l'exécution.

Ces Comités fonctionneront en qualité d'organes techniques de la Commission Mixte ci-dessus prévue.

Art. 12

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er Janvier 1948. Il est conclu pour la durée d'un an.

Si la législation d'une des deux Hautes Parties contractantes l'exige, il devra être ratifié aussitôt que possible.

Fait à Varsovie, en deux exemplaires, le 27 décembre 1947.

Pour l'Italie — DONINI

Pour la Pologne — MINC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

LISTE *A*

EXPORTATIONS ITALIENNES VERS LA POLOGNE

Citrons	Tonnes	5.000	(dont 3.000 t. dans le I trimestre 1948)
Oranges	»	1.000	(dont 500 t. dans le I trimestre 1948)
Semences potagères, de fleurs et d'autres	»	10	
Scille maritime	»	50	
Paille de riz et tiges de sarrasin	»	300	
Seneve	»	20	
Amandes	»	10	
Vins et vermouth			$ 50.000
Fleurs d'oranger sechées	»	1	
Huiles essentielles	»	2	
Ecorce d'agrumes	»	10	
Jus de réglisse	»	10	
Extrait de sumac	»	100	
Extraits tannants	»	1.000	
Liège brut et produits en liège	»	500	
Pierre ponce	»	60	
Acide citrique	»	50	
Matières tartariques et crème de tartre	»	60	
Produits chimiques divers			» 200.000
Mercure	»	10	
Colorants pour l'industrie textile et autres			» 500.000
Couleurs et vernis			» 100.000
Huile de ricin pharmaceutique	»	50	
Produits pharmaceutiques et spécialités medicinales			» 100.000
Matières premières pour l'industrie pharmaceutique			» 50.000
Soufre grège et ventilé	»	1.000	
Pyrites	»	10.000	
Talc industriel et pharmaceutique	»	500	
Marbre en ouvrages et marbre pour la construction	*pro memoria*		
Minerais de zinc	Tonnes	25 000	
Fluorine	»	3.000	
Machines outils et outillage pour les machines outils			» 1.000.000
Machines textiles, pièces détachées pour les machines textiles			» 500.000
Autres machines, outils et installations pour l'industrie			» 650.000
Installations et machines diverses pour l'industrie minière			» 350.000
Moteurs a combustion interne maritimes et autres			» 100.000
Appareils de lavage et grues			» 100.000
Instruments électriques de mesures et de laboratoire			» 150.000
Appareillage électrique, radiotechnique pour la télégraphie, téléphonie, télévision et autres applications, téléscripteurs et leurs pièces détachées			» 250.000

Moteurs et génératrices électriques				$ 100.000
Lampes électriques (ampoules, lampes speciales)				» 150.000
Autovéhicules, accessoires, machines pour leur réparation et service				» 2.000.000 à titre indicatif
Fournitures pour chantier naval				$ 1.000.000 à titre indicatif
Machines à coudre, industrielles et domestiques				$ 100.000
Machines à écrire, à calculer, caisses enregistreuses				» 250.000
Appareils et instruments de mesure, balances etc.				» 200.000
Verrerie industrielle et de laboratoire				» 140.000
Instruments optiques et de précision				» 50.000
Instruments de chirurgie et appareils médicaux				» 250.000
Dents artificielles et matériel dentaire				» 10.000
Aiguilles				» 100.000
Appareils cinématographiques et outillage				» 50.000
Roulements a billes et billes pour bicyclettes			(1)	» 1.000.000
Pneux pour les automobiles, motocyclettes et bicyclettes				» 700.000
Articles en caoutchouc techniques et sanitaires				» 50.000
Linoleum				» 150.000
Celluloïde, Bakelite, Galalite, Plexiglass et articles				» 50.000
Pellicules, films non impressionnées et matériel pour la photographie et cinématographie				» 75.000
Chanvre brut	Tonnes	200		
Chanvre peigné	»	400		
Fils, ficelles et autres produits en chanvre	»	30		
~~Soie grège et chappe~~				~~» 200.000~~
Fils de soie				» 100.000
Tissus de soie, y compris le gaze à bluter				» 40.000
Fils de coton mercerisés				» 200.000
Papier à cigarettes				» 20.000
Articles en cuir industriels				» 40.000
Boutons de corose et autres				» 30.000
Livres, journaux et musique imprimés				» 20.000
Films impressionnés				» 50.000
Autres marchandises				» 500.000
Collaboration technique				» 200.000

(1) En liaison avec le contingent d'exportation polonaise des produits sidérurgiques.

LISTE *B*

EXPORTATIONS POLONAISES VERS L'ITALIE

Charbon	Tonnes	750.000	
Produits laminés en fer et en acier	»	10.000	(1)
Moulages en fonte et en acier	»	1.500	
Oeufs	pièces	10.000.000	
Pommes de terre de semence	Tonnes	3.000	
Pommes de terre pour alimentation	»	10.000	(IV trimestre 1948)
Volaille	»	100	
Sucre	»	10.000	
Fécule de pommes de terre	»	750	
Benzol	Tonnes	3.000	(1)
Naphtaline	»	500	(1)
Sulphite de sodium	»	100	(1)
Bicarbonate d'ammonium	»	20	
Térébenthine	»	20	
Poudre de zinc	»	300	
Blanc de zinc	»	50	
Goudron végétal	»	600	
Gire Montena	»	150	
Charbon de bois	»	1.000	
Gaz liquide	»	500	
Verre optique brut	»	1	
Papier Kraft	»	200	
Papier à journaux	»	200	
Autres marchandises			$ 200.000

(1) En liaison avec le contingent d'exportation italienne de roulements à bille.

(1) En liaison avec les contingents d'exportation italienne des colorants, couleurs et vernis.

Varsovie, le 27 décembre 1947

Monsieur le Ministre,

Me référant à ce qui est prévu à la partie *B* paragraphes II, III et IV (pages 25 et 26) du Procès-Verbal de la Commission Mixte signé en date du 19 décembre 1947, j'ai l'honneur de Vous communiquer que le Gouvernement italien se déclare d'accord sur les conclusions auxquelles est parvenue la Commission Mixte et qui sont spécifiées aux paragraphes susindiqués du Procès-Verbal.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur
de la République d'Italie
DONINI

Son Excellence M. Hilary MINC
Ministre de l'Industrie et du Commerce - VARSOVIE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Varsovie, le 27 décembre 1947

Monsieur l'Ambassadeur,

En date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Me référant à ce qui est prévu à la partie *B* paragraphes II, III et IV (pages 25 et 26) du Procès-Verbal de la Commission Mixte signé en date du 19 décembre 1947, j'ai l'honneur de Vous communiquer que le Gouvernement italien se déclare d'accord sur les conclusions auxquelles est parvenue la Commission Mixte et qui sont spécifiées aux paragraphes susindiqués du Procès-Verbal ».

En vous remerciant pour cette aimable communication, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre
de l'Industrie et du Commerce
MINC

Son Excellence M. Ambrogio DONINI
Ambassadeur de la République d'Italie - VARSOVIE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1949.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « La Lenzetta », sito nel comune di Villa Literno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 11 novembre 1948 del Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

fondo denominato « La Lenzetta », di pertinenza di Diana Augusta fu Carlo e comune di Villa Literno, riportato nel catasto di detto Comune in testa alla ditta Diana Augusta fu Carlo, livellaria al ripetuto Comune, partita 1512, foglio 15, particella 12, per la superficie di Ha. 0.38.71 e con l'imponibile di L. 7,74.

Detto fondo confina col fosso Sant'Angelo, con la proprietà Ucciero Carmela fu Sebastiano, con il fosso San Sossio, con la proprietà di Fraia Tommaso fu Raffaele, salvo se altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 21 gennaio 1949 e intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « La Lenzetta » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 4000 (quattromila) da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 27 aprile 1949

EINAUDI

SEGNI — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 ottobre 1949
Registro Agricoltura e foreste n. 30, foglio n. 259. — GIORDANO

(360)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1949.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « Seponi con Casella », sito nel comune di Castelvolturno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 23 novembre 1948 del Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

fondo denominato « Seponi con Casella » di pertinenza, come dagli atti, della ditta Vitale Girolamo fu Raffaele e comune di Castelvolturno, riportato nel catasto del comune di Castelvolturno in testa alla ditta Vitale Girolamo fu Raffaele, livellario al comune di Castelvolturno, alla partita 855, foglio di mappa 32, particella 45, per la superficie di Ha. 0.75.09 e con l'imponibile di L. 90,11.

Detto fondo confina con la strada vicinale « Seponi con Casella », con le proprietà Schiavone Michele fu Domenico e altri, Noviello Arturo fu Carmine, Radeschi Maddalena fu Raffaele, salvo se altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 12 gennaio 1949 e intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « Seponi con Casella » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 8000 (ottomila) da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 27 aprile 1949

EINAUDI

SEGNI — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 ottobre 1949
Registro Agricoltura e foreste n. 30, foglio n. 263. — GIORDANO

(358)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 maggio 1949.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « La Lenzetta », sito nel comune di Villa Literno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 26 novembre 1948 del Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

fondo denominato « La Lenzetta », di pertinenza di Mastrominico Marianna fu Luigi vedova Mele e comune di Villa Literno, riportato nel catasto del comune di Villa Literno in testa alla ditta Mastrominico Marianna fu Luigi vedova Mele, livellaria al comune di Villa Literno, alla partita 1689, foglio di mappa 15, particella 10, superficie Ha. 0.38.70 e col reddito imponibile di L. 7,74.

Detto fondo confina col fosso Sant'Angelo, con la proprietà Caterino Luigi, Giovanni, ecc., col fosso San Sossio, con la proprietà Ucciero Carmela fu Sebastiano, salvo se altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 12 gennaio 1949 e intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « La Lenzetta » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 4000 (quattromila), da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 7 maggio 1949

EINAUDI

SEGNI — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 ottobre 1949
Registro Agricoltura e foreste n. 30, foglio n. 258. — GIORDANO

(362)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 giugno 1949.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « Seponi », sito nel comune di Castelvolturno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 28 marzo 1949 del Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

fondo denominato « Seponi » di pertinenza, come dagli atti, di Radeschi Carmela vedova Papararo, Pasquale ed Angela fu Gennaro e comune di Castelvolturno, riportato nel catasto del comune di Castelvolturno in testa alla ditta Radeschi Carmela vedova Papararo, Pasquale ed Angela fu Gennaro, livellari al comune di Castelvolturno, alla partita 512, foglio di mappa 31, particella 40, superficie di Ha. 0.84.68 e con l'imponibile di L. 59,27.

Detto fondo confina con le proprietà Noviello Arturo fu Carmine, Corvino Salvatore fu Antonio, Conte Raffaele di Antonio, Chianese Francesco-Saverio e con la diramazione della strada vicinale Seponi con Casella, salvo se altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 10 maggio 1949 e intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « Seponi » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 9000 (novemila) da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 3 giugno 1949

EINAUDI

SEGNI — SCELBA

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 ottobre 1949
Registro Agricoltura e foreste n. 30, foglio n. 306. — GIORDANO

(363)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 giugno 1949.

Trasferimento in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti del fondo « San Sossio », sito nel comune di Villa Literno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduta la decisione in data 22 aprile 1949 del Collegio centrale arbitrale — costituito ai sensi dell'art. 30 del regolamento legislativo approvato con regio decreto-legge 16 settembre 1926, n. 1606, modificato con regio decreto-legge 30 marzo 1933, n. 291 — con la quale, su richiesta dell'Opera nazionale per i combattenti, è stato riconosciuto e dichiarato che il fondo qui appresso indicato si trova nelle condizioni previste dal citato regolamento legislativo perchè se ne possa disporre il trasferimento al patrimonio dell'Opera stessa:

fondo denominato « San Sossio », di pertinenza come dagli atti, riportato nel catasto del comune di Villa Literno in testa alla ditta Cerullo Giuseppe fu Raffaele, partita 1385, foglio di mappa 19, particella 38, per la superficie di Ha. 0.81.76 e con l'imponibile di L. 155,34.

Detto fondo confina con le proprietà Cerullo Pasquale fu Raffaele, Visocchi Anna-Luisa fu Mario ed altri, Natale Raffaele fu Luigi, con strada vicinale « Margherita », salvo se altri;

Veduta l'istanza dell'Opera anzidetta, presentata il 30 maggio 1949 e intesa a conseguire l'indicato trasferimento;

Veduto il piano sommario di trasformazione colturale dei terreni e ritenuta la convenienza, ai fini dell'Opera, che esso sia effettuato;

Veduto il sopracitato regolamento legislativo ed i decreti successivi in materia;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste;

Decreta:

Art. 1.

Il fondo « San Sossio » sopradescritto è trasferito in proprietà dell'Opera nazionale per i combattenti.

Art. 2.

E' ordinata la immediata occupazione del fondo stesso, da parte dell'Opera nazionale per i combattenti, la quale dovrà depositare alla Cassa depositi e prestiti la somma di L. 9000 (novemila) da essa offerta come indennità e non accettata dagli aventi diritto, in attesa della definitiva liquidazione e dello svincolo a norma del citato regolamento.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 14 giugno 1949

EINAUDI

SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 3 ottobre 1949
Registro Agricoltura e foreste n. 30, foglio n. 92

(361)

DECRETO MINISTERIALE 20 dicembre 1949.

Revoca del decreto Ministeriale 30 giugno 1946, riguardante la sottoposizione a sindacato dell'Albergo Angst, con sede in Bordighera (Imperia).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 30 giugno 1946, col quale l'Albergo Angst, con sede in Bordighera (Imperia), venne posto sotto sindacato e nominato sindacatore il rag. Cassini Mario, in quanto nell'azienda hanno interessi persone di nazionalità tedesca;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177, col quale è stato reso esecutivo in Italia il Memorandum d'intesa concordato a Washington il 14 agosto 1947 fra gli Stati Uniti d'America, il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, la Francia e l'Italia;

Vista la deliberazione in data 28 novembre 1949 del Comitato internazionale per la liquidazione dei beni tedeschi in Italia, istituito in base al predetto Memorandum;

Ritenuta l'opportunità di sottoporre la quota parte di proprietà tedesca dell'immobile già adibito ad albergo e del relativo arredamento al sequestro prefettizio previsto dall'art. 295 della legge di guerra, approvata con regio decreto 8 luglio 1938, n. 1415;

Decreta:

Art. 1.

E' revocato il decreto Ministeriale 30 giugno 1946, col quale l'Albergo Angst, con sede in Bordighera (Imperia) venne posto sotto sindacato.

Art. 2.

Il Prefetto di Imperia disporrà, con proprio decreto, in sostituzione di detto provvedimento ministeriale, la sottoposizione a sequestro della quota parte di proprietà delle sorelle Enrichetta ed Irene Weiss, cittadine tedesche residenti in Germania, nei beni mobili ed immobili costituenti le attività dell'azienda predetta.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 dicembre 1949

Il Ministro: PELLA

(315)

DECRETO MINISTERIALE 21 dicembre 1949.

Sostituzione di due componenti il Comitato di sorveglianza sulla liquidazione di alcune disciolte Federazioni nazionali, già aderenti alla soppressa Confederazione dei commercianti, in rappresentanza dei creditori.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 1 e 4 del decreto legislativo luogotenenziale 23 novembre 1944, n. 369, relativo alla soppressione delle organizzazioni sindacali fasciste ed alla liquidazione dei rispettivi patrimoni, modificato ed integrato dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° dicembre 1947, n. 1611;

Visto il decreto Ministeriale 15 aprile 1948, con il quale si provvede alla nomina dei membri del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione delle disciolte Federazioni nazionali già aderenti alla soppressa Confederazione dei commercianti;

Considerata la necessità di provvedere alla sostituzione dell'ing. Eugenio Miccone e del prof. Antonio Navarra, dimissionari;

Decreta:

Il rag. Mario Natalucci, in rappresentanza dei creditori, e il sig. Anselmo Castelnuovo, in rappresentanza della categoria dei commercianti, sono chiamati a far parte del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione delle seguenti disciolte Federazioni nazionali, già aderenti alla soppressa Confederazione dei commercianti, in sostituzione, rispettivamente, dell'ing. Eugenio Miccone e del prof. Antonio Navarra, dimissionari:

1) Federazione nazionale dei commercianti di combustibili solidi;

2) Federazione nazionale dei commercianti di prodotti artistici;

3) Federazione nazionale alberghi e turismo;

4) Federazione nazionale degli esercizi pubblici;

5) Federazione nazionale dei commercianti di cereali e prodotti per l'agricoltura;

6) Federazione nazionale dei commercianti di vino e prodotti affini;

7) Federazione nazionale dei commercianti di olio;

8) Federazione nazionale dei dettaglianti dell'alimentazione;

9) Federazione nazionale dei commercianti dei prodotti zootecnici;

10) Federazione nazionale dei commercianti di prodotti della pesca;

11) Federazione nazionale dei grossisti dell'alimentazione;

12) Federazione nazionale dei commercianti di legname, mobili ed affini;

13) Federazione nazionale dei commercianti di prodotti tessili e dell'abbigliamento;

14) Federazione nazionale dei commercianti del libro e della carta ed affini;

15) Federazione nazionale dei commercianti di automotocicli, carburanti e lubrificanti;

16) Federazione nazionale dei commercianti di pelli, cuoi ed affini;

17) Federazione nazionale dei commercianti orafi, argentieri, orologiai ed affini;

18) Federazione nazionale dei commercianti di ferro, metalli e macchine;

19) Federazione nazionale dei commercianti di prodotti chimici;

20) Federazione nazionale dei commercianti di materiale edile, elettrico, idraulico;

21) Federazione nazionale dei commercianti del vetro e della ceramica;

22) Federazione nazionale delle aziende di deposito e spedizione;

23) Federazione nazionale degli ausiliari del commercio;

24) Federazione nazionale delle case per il commercio di oltremare;

25) Federazione nazionale degli istituti di cura;

26) Federazione nazionale dei venditori ambulanti;

27) Federazione nazionale dei commercianti di prodotti orto-floro-frutticoli;

28) Federazione nazionale dei panificatori ed affini;

29) Federazione nazionale degli agenti e rappresentanti di commercio;

30) Federazione nazionale dei magazzinieri e rivenditori di generi di monopolio.

Roma, addì 21 dicembre 1949

Il Ministro: FANFANI

(346)

DECRETO MINISTERIALE 21 dicembre 1949.

Sostituzione di due componenti il Comitato di sorveglianza sulla liquidazione della disciolta Confederazione dei commercianti, in rappresentanza dei creditori.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 1 e 4 del decreto legislativo luogotenenziale 23 novembre 1944, n. 369, relativo alla soppressione delle organizzazioni sindacali fasciste ed alla liquidazione dei rispettivi patrimoni, modificato ed integrato dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° dicembre 1947, n. 1611;

Visti i decreti Ministeriali del 20 novembre 1945 e 30 marzo 1948, con i quali si provvede alla nomina dei membri del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione della disciolta Confederazione dei commercianti;

Considerata la necessità di provvedere alla sostituzione dell'ing. Eugenio Miccone e del prof. Antonio Navarra, dimissionari;

Decreta:

Il rag. Mario Natalucci, in rappresentanza dei creditori, e il sig. Anselmo Castelnuovo, in rappresentanza della categoria dei commercianti, sono chiamati a far parte del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione della disciolta Confederazione dei commercianti, in sostituzione, rispettivamente, dell'ing. Eugenio Miccone e del prof. Antonio Navarra, dimissionari.

Roma, addì 21 dicembre 1949

Il Ministro: FANFANI

(347)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1949.

Approvazione del regolamento della « Sezione previdenza » della Cassa nazionale di assistenza dei farmacisti.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto lo statuto della Cassa nazionale di assistenza dei farmacisti, approvato con regio decreto 6 dicembre 1934, n. 2372;

Visto l'art. 21 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 13 settembre 1946, n. 233, per il quale gli iscritti agli albi delle professioni sanitarie sono tenuti anche all'iscrizione all'Ente nazionale di assistenza e previdenza istituito per la rispettiva categoria;

Visto il verbale 10 ottobre 1949 del Consiglio di amministrazione della Cassa, con il quale è stata deliberata l'istituzione di una « Sezione previdenza » ed è stato approvato il relativo regolamento;

Ritenuta la opportunità di approvare il predetto regolamento;

Decreta:

Articolo unico.

E' approvato, nel testo allegato, il regolamento della « Sezione previdenza » di cui all'art. 4 dello statuto della Cassa nazionale di assistenza dei farmacisti, approvato con il regio decreto 6 dicembre 1934, n. 2372.

Roma, addì 27 dicembre 1949

Il Ministro: FANFANI

(348)

DECRETO MINISTERIALE 4 gennaio 1950.

Costituzione del Consiglio tecnico dell'Associazione nazionale per il controllo della combustione per il triennio 1° gennaio 1950-31 dicembre 1952.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO
AD INTERIM

Visto il regio decreto-legge 9 luglio 1926, n. 1331, convertito nella legge 16 giugno 1927, n. 1132, col quale venne istituita l'Associazione nazionale per il controllo della combustione;

Visti gli articoli 3 e 14 dello statuto dell'Associazione suddetta, approvato con regio decreto 23 dicembre 1926, n. 2339;

Visto il regio decreto-legge 17 febbraio 1936, n. 421, convertito nella legge 2 giugno 1936, n. 1318, con il quale sono state apportate modificazioni alla composizione del Consiglio di amministrazione, del Consiglio tecnico e del Collegio sindacale della Associazione citata;

Ritenuta la necessità di ricostituire il Consiglio tecnico dell'Associazione stessa;

Viste le designazioni fatte dalla Confederazione generale dell'industria italiana e dell'Associazione nazionale per il controllo della combustione, rispettivamente con lettere 28 dicembre 1949 e 5 dicembre 1949;

Decreta:

Art. 1.

Il Consiglio tecnico dell'Associazione nazionale del controllo della combustione per il triennio 1° gennaio 1950-31 dicembre 1952 è composto dai signori:

ing. Luigi Chiappa e ing. Tito Livio De Pastrovich, designati dalla Confederazione generale dell'industria italiana;

ing. Piero Foffano, ing. Umberto Mazzolini, ingegnere Domenico Sandulli e ing. Luigi Scalzo, designati dall'Associazione nazionale per il controllo della combustione tra i direttori di Sezione;

dott. Gino Bianchini, per il Ministero dell'industria e commercio;

ing. Giacomo Mascardi e prof. Mario Medici, per il Ministero del lavoro e della previdenza sociale.

Art. 2.

Le funzioni di presidente del Consiglio tecnico sono state affidate per il triennio 1° gennaio 1950-31 dicembre 1952 all'ing. Francesco Roma.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 gennaio 1950

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per l'industria e commercio ad interim
BERTONE

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 gennaio 1950
Registro Lavoro e previdenza n. 3, foglio n. 195

(387)

DECRETO MINISTERIALE 9 gennaio 1950.

Revoca dei decreti di sottoposizione a sequestro della ditta individuale Albergo Pensione « Aurora Svizzera », con sede in Palermo.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 22 novembre 1945, col quale, in applicazione del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100, è stata sottoposta a sequestro la ditta individuale Albergo Pensione « Aurora Svizzera », con sede in Palermo, via Isidoro La Lumia n. 11 e nominato sequestratario l'avv. Diego Serraino che con decreto 30 novembre 1946 è stato sostituito col rag. Roberto Viveros;

Ritenuto che in seguito al conseguimento della cittadinanza italiana da parte del sig. Schmidt Guglielmo fu Federico, titolare della suindicata ditta, nella medesima non esistono più interessi di persone di nazionalità tedesca ed occorre pertanto revocare il sequestro;

Visto l'art. 9 del predetto regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177;

Decreta:

Sono revocati i decreti 22 novembre 1945 e 30 novembre 1946, relativi alla sottoposizione a sequestro della ditta individuale Albergo Pensione « Aurora Svizzera », con sede in Palermo ed alla nomina a sequestratari prima dell'avv. Diego Serraino e successivamente del rag. Roberto Viveros.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 9 gennaio 1950

(291) *Il Ministro*: PELLA

DECRETO MINISTERIALE 14 gennaio 1950.

Scioglimento della Società cooperativa edile di Pulsano e Leporano, con sede in Pulsano, e nomina del liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 2544 del Codice civile;

Visto il rapporto del Prefetto di Taranto in data 9 maggio 1949, sull'attività della Società cooperativa edilizia di Pulsano e Leporano, con sede in Pulsano;

Vista la successiva nota in data 26 settembre 1949, con la quale il predetto Prefetto designa il rag. Pasquale Aprile, ragioniere di prefettura, per la nomina a liquidatore dell'ente;

Considerato che la cooperativa di cui trattasi da tempo non svolge più alcuna attività, nè ha possibilità di intraprenderne e, pertanto, non è in condizioni di raggiungere gli scopi per i quali fu costituita;

Considerato che, essendo trascorso il termine stabilito dalla pubblicazione nel Foglio annunzi legali della provincia di Taranto e nei periodici « L'Italia Cooperativa » e « La Cooperazione Italiana » dell'avviso prescritto dalla propria circolare n. 32/1260 in data 4 aprile 1949, occorre provvedere allo scioglimento della Società ed alla nomina del liquidatore;

Sentito in via d'urgenza il parere del Comitato di cui all'art. 19 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 dicembre 1947, n. 1577;

Decreta:

Art. 1.

La Società cooperativa edile di Pulsano e Leporano, con sede in Pulsano, costituita con rogito in data 26 ottobre 1947, del sig. Vincenzo Palmieri di Arturo, notaio in Taranto, è sciolta.

Art. 2.

Il rag. Pasquale Aprile, ragioniere di prefettura, è nominato liquidatore della cooperativa predetta, con il compito di definire i rapporti patrimoniali della Società stessa, a norma di legge.

Il compenso dovuto al liquidatore sarà a carico del bilancio della cooperativa e sarà determinato al termine della liquidazione con provvedimento ministeriale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 gennaio 1950

Il Ministro: FANFANI

(299)

DECRETO MINISTERIALE 16 gennaio 1950.

Protezione temporanea alle invenzioni, ai modelli, ai disegni e marchi che figureranno nella « 52ª Fiera internazionale dell'agricoltura e dei cavalli » in Verona.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visto l'art. 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, in forza del quale il regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, sopra richiamato, si applica anche nella materia dei modelli di utilità e dei modelli e disegni ornamentali;

Visto l'art. 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardante la protezione temporanea dei nuovi marchi apposti su prodotti o merci che figurano nelle esposizioni;

Vista la domanda del segretario generale dell'Ente autonomo per la Fiera internazionale dell'agricoltura e dei cavalli pervenuta in data 23 dicembre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « 52ª Fiera internazionale dell'agricoltura e dei cavalli » che si terrà a Verona dal 12 al 20 marzo 1950, godranno della protezione temporanea stabilita dalle leggi 29 giugno 1939, n. 1127, 25 agosto 1940, n. 1411 e 21 giugno 1942, n. 929.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel bollettino dei brevetti a norma degli articoli 104 del regio decreto 5 febbraio 1940, n. 244 e 109 del regio decreto 31 ottobre 1941, n. 1354.

Roma, addì 16 gennaio 1950

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(313)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Riconoscimento delle caratteristiche di stazione di soggiorno e turismo al territorio del comune di L'Aquila

Con decreto interministeriale in data 9 gennaio 1950, numero 18739-1, è stata riconosciuta, ai sensi delle leggi 1° luglio 1926, n. 1380 e 29 gennaio 1934, n. 321, la qualifica di stazione di soggiorno e turismo al territorio del comune di L'Aquila, preesistente all'ampliamento disposto con regio decreto 29 luglio 1927, n. 1561, ed a quello dei cessati comuni di Camarda, Paganica e Roio Piano.

(393)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione della revisione alle varianti del piano di ricostruzione dell'abitato di Gaeta (Latina)

Con decreto Ministeriale 19 gennaio 1950, n. 4819, previa decisione sulle opposizioni presentate e con le prescrizioni e gli stralci di cui alle premesse del decreto medesimo, sono state approvate ulteriori varianti al piano di ricostruzione dell'abitato di Gaeta (Latina), vistate in tre planimetrie in iscala 1:1000 con le relative norme edilizie.

Per l'attuazione di dette varianti rimane fermo il termine del 1° marzo 1954 stabilito con decreto Ministeriale 28 febbraio 1949, n. 617.

(334)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Domenico Tonioni fu Antonio, nato a Zocca (Modena) il 16 settembre 1910, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in farmacia conseguito presso l'Università di Bologna nel 1938.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'Università di Bologna.

(338)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di buoni del Tesoro

(2ª *pubblicazione*).

In conformità dell'art 15 del regolamento 8 giugno 1913, n. 700, ed art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che è stato denunziato lo smarrimento dei buoni del Tesoro 5 % (1949) serie A, n. 625, di L. 1000 capitale nominale, e n. 285, serie L, di L. 5000 capitale nominale, intestati a Russo Anna di Gerardo moglie di Barbarisi Alberto, dom. in Solofra (Avellino), col pagamento degli interessi in Avellino.

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* senza che siano presentate opposizioni, ai sensi dell'art. 15 del menzionato regolamento, si provvederà all'emissione dei nuovi buoni al nome della suddetta titolare.

Roma, addì 12 novembre 1949

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4645)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di mezzi fogli compartimentali di rendita nominativa

(2ª *pubblicazione*).

E' stato denunziato lo smarrimento dei fogli compartimentali dei seguenti certificati di rendita:

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
Cons. 3,50 % (1906)	620372	Buonaccorsi Ferdinando di Francesco, dom. in Roma, ipotecato per cauzione	24,50
Id.	99187	Confraternita di San Nicolò di Bari in Misterbianco (Catania)	385 —

Essendo i detti certificati mancanti del secondo mezzo foglio dei compartimenti semestrali, già usati per la riscossione degli interessi, si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* senza che siano state notificate opposizioni, si procederà, ai termini dell'art. 169 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, alla richiesta operazione.

(4643) Roma, addì 12 novembre 1949 *Il direttore generale*: DE LIGUORO

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina o conferma dei presidenti delle Casse comunali di credito agrario di Ruinas, Segariu (Cagliari), Gavoi (Nuoro), Arbus, Barumini, Collinas, Decimoputzu, Gonnosfanadiga, Pimentel, Samassi, Tuili (Cagliari), Tissi, Uri (Sassari), Escolca, Fonni, Nuragus, Nurallao, Suni (Nuoro).

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visto l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo del 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto Presidenziale 19 aprile 1948, n. 482;

Viste le proposte formulate dall'Istituto di credito agrario per la Sardegna;

Dispone:

1. — Il signor Gallistru Emilio fu Raimondo è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Ruinas (Cagliari).

2. — Il signor Pes Silvio fu Giuseppe è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Segariu (Cagliari).

3. — Il signor Guiso Salvatore fu Francesco è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Gavoi (Nuoro).

4. — Il signor Cancedda Antioco fu Giovanni è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Arbus (Cagliari).

5. — Il signor Lai Ghiani Francesco fu Luigi è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Barumini (Cagliari).

6. — Il signor Onnis Salvatore di Giuseppe è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Collinas (Cagliari).

7. — Il signor Serreli Uccheddu Gerolamo fu Giuseppe è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Decimoputzu (Cagliari).

8. — Il signor dott. Pinna Salvatore fu Giuseppe è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Gonnosfanadiga (Cagliari).

9. — Il signor Rosas Carmelo fu Salvatore è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Pimentel (Cagliari).

10. — Il signor Mancosu Onnis Palmerio fu Ant. Giuseppe è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Samassi (Cagliari).

11. — Il signor Melis Pintori Giuseppe di Ilario è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Tuili (Cagliari).

12. — Il signor Diaz Pier Giovanni Luigi fu Giovanni è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Tissi (Sassari).

13. — Il signor Murru Francesco fu Giovanni è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Uri (Sassari).

14. — Il signor Murtas Samuele di Giuseppe Maria è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Escolca (Nuoro).

15. — Il signor Duras Stefano fu Francesco è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Fonni (Nuoro).

16. — Il signor Melas Enrico fu Giuseppe è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Nuragus (Nuoro).

17. — Il signor Murgia Giuseppe di Salvatore è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Nurallao (Nuoro).

18. — Il signor Ruggiu Antonio fu Bachisio è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Suni (Nuoro).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 gennaio 1950

Il direttore generale: FORMENTINI

(156)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA

Proroga del termine per la presentazione delle domande e dei documenti per l'ammissione al concorso per titoli ed esami a quindici posti di vice segretario in prova nel ruolo ordinario della categoria di concetto (grado 11°) presso l'Istituto centrale di statistica.

IL PRESIDENTE
DELL'ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA

Vista la legge 9 luglio 1926, n. 1162;

Visto il regio decreto-legge 27 maggio 1929, n. 1285, convertito nella legge 21 dicembre 1929, n. 2238, e successive modificazioni;

Visto il regolamento interno dell'Istituto centrale di statistica, approvato con decreto del Capo del Governo in data 15 gennaio 1930, e successive modificazioni;

Visto il proprio bando di concorso per titoli ed esami a quindici posti di vice segretario in prova nel ruolo ordinario della categoria di concetto (grado 11°) presso l'Istituto centrale di statistica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 271 del 25 novembre 1949;

Ritenuta l'opportunità di prorogare il termine per la presentazione delle domande e dei documenti per l'ammissione al concorso di cui sopra;

Notifica:

Il termine per la presentazione delle domande e dei documenti per l'ammissione al concorso per titoli ed esami a quindici posti di vice segretario in prova nel ruolo ordinario della categoria di concetto (grado 11°) presso l'Istituto centrale di statistica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 271 del 25 novembre 1949, è prorogato a tutto il 15 marzo 1950.

La presente notifica sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 gennaio 1950

Il presidente: MAROI

(397)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Concorso per esami a trentaquattro posti di alunno d'ordine in prova (gruppo C, grado 13°) nel ruolo della carriera d'ordine delle Capitanerie di porto.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, contenente disposizioni a favore dei mutilati e invalidi di guerra;

Visto il regio decreto 3 gennaio 1926, n. 48, convertito nella legge 24 maggio 1926, n. 898, che reca norme a favore del personale ex combattente;

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397, che reca norme a favore degli orfani di guerra;

Visto l'art. 2 del regio decreto 23 marzo 1933, n. 227, col quale, per l'ammissione a pubblici concorsi, si prescinde dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che alla data del bando di concorso già rivestano la qualità d'impiegato civile statale di ruolo;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, convertito nella legge 27 dicembre 1934, n. 2125, che determina la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, sui requisiti richiesti per l'ammissione ai pubblici concorsi;

Visto il regio decreto-legge 2 dicembre 1935, n. 2111, che estende ai partecipanti alla guerra in Africa orientale le norme per gli invalidi e gli orfani di guerra;

Visto il regio decreto 2 giugno 1936, n. 1172, che estende a coloro che hanno partecipato alle operazioni in Africa orientale le provvidenze a favore degli ex-combattenti della guerra 1915-18;

Vista la legge 25 settembre 1940, n. 1458, concernente l'estensione agli invalidi e agli orfani e congiunti dei caduti nella guerra 1940-43, delle disposizioni vigenti a favore degli invalidi, degli orfani e congiunti dei caduti in guerra;

Visto il regio decreto 8 luglio 1941, n. 868, concernente i benefici a favore dei combattenti della guerra 1940-43;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467, concernente la estensione delle vigenti disposizioni riguardanti i reduci e i congiunti dei caduti in guerra, ai reduci ed ai congiunti dei caduti per la lotta di liberazione;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, concernente le modalità per il riconoscimento della qualifica di partigiano combattente;

Visto il decreto del Ministro per il tesoro 21 novembre 1945, che determina l'assegno mensile da corrispondersi al personale in servizio di prova nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1947, n. 207, concernente il trattamento giuridico ed economico del personale statale non di ruolo;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 luglio 1947, n. 628, concernente disposizioni transitorie circa l'ammissione dei reduci e combattenti ai pubblici concorsi;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 luglio 1947, n. 800, che reca aggiunte alla graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, che estende i benefici per i reduci, ai profughi dei territori di confine;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1815, che estende al personale che ha proceduto alla bonifica dei campi minati i benefici previsti a favore dei combattenti e dei reduci di guerra;

Visto l'art. 5 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488, concernente norme integrative sulla revisione delle carriere dei pubblici impiegati;

Visto il decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, che estende i benefici per i reduci ai profughi dell'Africa italiana;

Visto il decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, che estende ai mutilati civili e ai congiunti dei caduti civili per fatti di guerra i benefici previsti per i mutilati ed invalidi di guerra e per i congiunti dei caduti in guerra;

Visto il decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, che disciplina la concessione dei benefici ai combattenti della seconda guerra mondiale;

Visto il decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, che reca norme per l'equiparazione ai combattenti di coloro che hanno preso parte alla guerra di liberazione nelle formazioni non regolari;

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, sulla istituzione dei ruoli transitori per il personale non di ruolo in servizio nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 615, sull'organizzazione del Ministero della marina mercantile;

Vista la legge 12 aprile 1949, n. 149, che determina il trattamento economico degli impiegati dello Stato;

Vista l'autorizzazione della Presidenza del Consiglio dei Ministri concessa con nota n. 44050/12106/2.20/1/1.3.1 del 19 luglio 1949;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a trentaquattro posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo della carriera d'ordine delle Capitanerie di porto (gruppo *C*, grado 13°).

Art. 2.

Le domande di ammissione al concorso, sottoscritte dall'aspirante, redatte su carta da bollo da L. 32, corredate dei documenti indicati al successivo art. 4, dovranno essere presentate o dovranno pervenire al Ministero della marina mercantile (Ispettorato generale affari generali e personale) entro il 60° giorno non festivo dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

I candidati che non risiedono in territorio metropolitano e coloro che dimostrino — con un certificato dell'autorità mili-

tare — di essere richiamati in servizio militare hanno la facoltà di produrre, nel termine predetto, la sola domanda, salvo a corredarla dei relativi documenti almeno dieci giorni prima dell'inizio delle prove scritte di esame.

Nella domanda i candidati debbono indicare con precisione oltre il loro nome, cognome e paternità, anche il recapito e debbono elencare tutti i documenti che vengono prodotti a corredo di essa.

Debbono inoltre dichiarare se abbiano già partecipato, con quale esito, a precedenti concorsi. Nella domanda, infine, deve essere contenuta una dichiarazione con la quale il candidato, in caso di nomina, si impegna ad accettare qualunque sede.

Gli aspiranti che non risiedono in territorio metropolitano debbono indicare il loro recapito nel territorio dello Stato, per le comunicazioni che l'Amministrazione reputi opportuno fare quivi.

I candidati debbono indicare nella domanda se intendono sostenere esami facoltativi di lingue estere e di stenografia. Non sarà tenuto conto delle richieste fatte posteriormente.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo a data apposto dal Ministero.

Il Ministro, con decreto non motivato e insindacabile, può negare l'ammissione al concorso.

Art. 3.

Al concorso suddetto possono prendere parte coloro che siano in possesso dei titoli di studio indicati nel successivo art. 4 e che alla data del presente decreto abbiano compiuto l'età di anni 18 e non oltrepassata quella di anni 30.

Il detto limite massimo di età è elevato:

1) di nove anni per gli invalidi di guerra e mutilati e invalidi per la lotta di liberazione e per i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra al valor militare, oppure per i promossi per merito di guerra;

2) di cinque anni per coloro che parteciparono nei reparti mobilitati delle Forze armate alle operazioni militari svoltesi nell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, e per coloro che hanno partecipato, nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione, per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico;

3) *a*) di due anni nei riguardi degli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'elevazione di cui alla lettera *a*) si cumula con quella di cui alla lettera *b*) ed entrambe con quelle previste ai numeri 1) e 2) purchè complessivamente non si superino i 45 anni

Si prescinde dal limite massimo di età per gli aspiranti che alla data del presente bando siano impiegati civili di ruolo in servizio dello Stato, ovvero appartengano al personale civile non di ruolo comunque denominato o al personale salariato di ruolo e non di ruolo dipendente dalle Amministrazioni dello Stato, anche ad ordinamento autonomo che, alla data del presente decreto, abbiano compiuto almeno due anni di ininterrotto e lodevole servizio, con mansioni proprie del ruolo per il quale il concorso è bandito.

Ai sensi dell'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, per i concorrenti già colpiti dalle leggi razziali, non viene computato il periodo di tempo intercorso tra il 5 settembre 1938 ed il 9 agosto 1944, purchè non si superi il limite massimo di 45 anni di età.

Il limite massimo di età è elevato a 45 anni nei confronti di coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale Quest'ultimo beneficio assorbe ogni altra elevazione dei limiti di età eventualmente spettante.

Art. 4.

A corredo delle domande dovranno essere uniti i seguenti documenti:

1. Diploma originale o copia autentica di licenza di scuola media inferiore oppure di scuola secondaria di avviamento professionale.

Sono altresì validi i seguenti titoli di studio conseguiti ai termini di precedenti ordinamenti scolastici purchè abbiano valore legale:

ammissione al liceo scientifico, al corso superiore dell'istituto tecnico o dell'istituto magistrale; licenza tecnica o complementare, licenza di scuola professionale di 2° grado o dell'8ª classe integrativa.

2. Estratto dell'atto di nascita su carta da bollo da L. 40, legalizzato dal presidente del tribunale o dal cancelliere o dal pretore competente.

3. Certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 24. di data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto, legalizzato dal prefetto.

4. Certificato di buona condotta morale e civile, su carta da bollo da L. 24. di data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto, da rilasciarsi dal sindaco del Comune ove il candidato risiede da almeno un anno e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni ove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno, legalizzato dal prefetto.

5. Certificato, su carta da bollo da L. 24, di data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto, legalizzato dal prefetto, da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che a termini delle vigenti disposizioni ne impediscano il possesso.

6. Certificato generale del casellario giudiziale, su carta da bollo da L. 60, legalizzato dal procuratore della Repubblica, di data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto.

7. Certificato medico, su carta da bollo da L. 24. di data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto. rilasciato da un medico provinciale o militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica.

Nel caso che l'aspirante abbia qualsiasi imperfezione, questa dovrà essere specificatamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'impiego per il quale l'aspirante concorre.

Il certificato medico dovrà essere legalizzato dal prefetto se rilasciato da un medico provinciale, dalle superiori autorità militari se rilasciato da un medico militare, o dal sindaco, la cui firma sarà autenticata dal prefetto, se il certificato è rilasciato dall'ufficiale sanitario.

L'Amministrazione potrà sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia.

I candidati invalidi di guerra produrranno il certificato dell'autorità sanitaria di cui all'art. n. 3 del regio decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nelle forme prescritte dall'art. 15 dello stesso decreto.

8. Foglio di congedo illimitato, ovvero certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva, oppure copia del foglio matricolare. I candidati che rivestano la qualità di ufficiale in congedo produrranno copia dello stato di servizio militare, regolarizzata con marche da bollo da L. 40 sulla prima facciata e da L. 32 sugli intercalari.

I candidati ex combattenti dovranno inoltre presentare la prescritta dichiarazione integrativa su carta da bollo da L. 24. Analogo documento produrranno i militarizzati ed assimilati che presero parte ad operazioni della guerra 1940-1943 o della guerra di liberazione.

Tale dichiarazione integrativa deve essere rilasciata secondo le norme contenute nel decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137.

I reduci dalla prigionia dovranno presentare una dichiarazione della competente autorità militare sul loro comportamento all'atto della cattura e durante la prigionia, qualora ciò non sia indicato nella dichiarazione integrativa.

I partigiani combattenti dovranno dimostrare tale qualifica mediante dichiarazione rilasciata dalla competente autorità, ai sensi del decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518

Coloro che hanno partecipato alla guerra di liberazione nelle formazioni non regolari dovranno provare tale loro qualità mediante una dichiarazione della Commissione prevista dall'art. 3 del decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241.

I cittadini che furono deportati dal nemico dimostreranno tale qualità con apposita attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la loro residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27.

I profughi dell'Africa dovranno dimostrare la loro qualifica con dichiarazione del Ministero dell'Africa italiana; i profughi dei territori di confine mediante attestazione del prefetto della Provincia in cui risiedono, o, se non hanno la residenza nel territorio dello Stato, del Prefetto di Roma.

Gli addetti ai lavori di bonifica dei campi minati dovranno dimostrare la loro qualità mediante dichiarazione rilasciata

dal Comando artiglieria del Comando militare territoriale interessato, ai sensi della circolare S. M. Esercito n. 5000 del 1° agosto 1948.

Coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati internati o deportati per motivi di persecuzione razziale, dovranno presentare copia della sentenza emessa a loro carico o attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la loro residenza.

I candidati invalidi di guerra dovranno provare tale loro qualità mediante presentazione del decreto di concessione della relativa pensione o mediante uno dei certificati mod. 69 rilasciati dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure con dichiarazione d'invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra; in quest'ultimo caso, però, la dichiarazione medesima, che deve essere sottoposta alla vidimazione della sede centrale dell'Opera nazionale suddetta, deve indicare anche i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità di invalido ai fini della iscrizione nei ruoli provinciali di cui all'art. 3 della legge 21 agosto 1921, n. 1312.

Gli orfani di guerra e i figli degli invalidi di guerra dovranno dimostrare la loro qualità: i primi, mediante certificato (su carta da bollo da L. 24) rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto, gli altri con la esibizione della dichiarazione mod. 69 al nome del padre del candidato, oppure con un certificato in carta da bollo da L. 24 del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche dello stato civile, legalizzato dal prefetto.

9. Stato di famiglia di data non anteriore di tre mesi a quella del presente decreto, su carta da bollo da L. 24 (da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole).

10. Fotografia recente del candidato (sulla quale deve essere applicata una marca da bollo da L. 32 da annullarsi dall'Ufficio del bollo straordinario) con la firma autenticata dal sindaco o da un notaio, qualora il concorrente non sia provvisto di libretto ferroviario. La firma del sindaco o del notaio deve essere legalizzata rispettivamente dal prefetto ovvero dal presidente del tribunale o dal pretore competente per territorio.

La legalizzazione della firma da parte del presidente del tribunale o del prefetto non occorre per i certificati rilasciati da autorità amministrativa residente nel comune di Roma.

Art. 5.

I concorrenti che siano impiegati di ruolo alla dipendenza delle Amministrazioni dello Stato, possono limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 1, 2, 8, 9.

Dovranno inoltre esibire copia dello stato matricolare rilasciata dall'Amministrazione di provenienza, qualora non facciano parte del Ministero della marina mercantile.

I concorrenti appartenenti al personale civile non di ruolo comunque denominato ed il personale salariato di ruolo e non di ruolo dipendente dalle Amministrazioni dello Stato, anche ad ordinamento autonomo, con almeno due anni di servizio, dovranno produrre un rapporto informativo rilasciato dall'Amministrazione di appartenenza, da cui risultino, fra l'altro, gli estremi del decreto o del provvedimento di assunzione in servizio non di ruolo nonchè la data di inizio del servizio stesso, la durata e la natura del medesimo.

I candidati non impiegati di ruolo che si trovino alle armi per obblighi di leva, possono esibire, in luogo dei documenti di cui ai numeri 3, 4, 7 e 8 del precedente art. 4, un certificato rilasciato (su carta da bollo da L. 24) dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

Tutti i candidati a qualunque categoria appartengano (compresi, quindi, gli invalidi di guerra, gli orfani di guerra, ecc.) hanno l'obbligo di presentare domanda e documenti in carta bollata. Solamente quelli dichiarati indigenti dalla competente autorità — pur dovendo presentare la domanda in carta bollata — possono produrre in carta libera i documenti, su ciascuno dei quali deve essere apposta annotazione relativa allo stato di indigenza.

Art. 6.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso e quelli che diano titolo di preferenza agli effetti della nomina al posto cui si aspira, debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, ad eccezione del requisito dell'età di cui gli aspiranti debbono essere provvisti alla data del bando di concorso.

Art. 7.

Tutti i documenti devono essere effettivamente allegati alla domanda.

Non si ammettono riferimenti a presentazioni fatte ad altre Amministrazioni ad eccezione del titolo di studio originale, nè si terrà conto delle domande presentate oltre il termine di cui all'art. 2 nè di quelle insufficientemente documentate.

Peraltro l'Amministrazione potrà concedere un brevissimo termine per la rettifica dei documenti non regolari.

Art. 8.

Non potranno essere ammessi al concorso coloro che per due volte non abbiano conseguito l'idoneità nei precedenti concorsi per la nomina al grado iniziale della carriera d'ordine delle Capitanerie di porto, salvo quanto stabilito dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 luglio 1947, n. 628.

Art. 9.

La Commissione esaminatrice, da nominarsi con successivo decreto Ministeriale, sarà composta come segue:

un funzionario del Ministero della marina mercantile di grado non inferiore al 6°, presidente;

due funzionari del Ministero della marina mercantile di grado non inferiore all'8°, membri;

un funzionario del Ministero della marina mercantile, di grado non inferiore al 9°, eserciterà le funzioni di segretario della Commissione.

Occorrendo, la Commissione sarà integrata da uno o più professori per gli esami facoltativi di lingue estere e di stenografia.

Art. 10.

Gli esami avranno luogo in Roma presso il Ministero della marina mercantile od altra sede che sarà tempestivamente indicata, e consteranno delle prove scritte e della prova orale specificate nel programma annesso al presente decreto.

Le prove scritte avranno inizio, non prima del 30° giorno non festivo dopo il termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, nei giorni che saranno fissati con successivo decreto da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

I candidati avranno comunicazione in tempo utile del giorno e del luogo in cui tanto le prove scritte quanto quella orale saranno tenute.

Art. 11.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non s'intenderà superata se il candidato non abbia ottenuto la votazione di almeno sei decimi.

La votazione complessiva è stabilita dalla somma della media dei voti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto in quella orale.

La prova facoltativa di lingue estere è limitata alle lingue inglese, francese, tedesca e spagnola. Per ognuna di esse verrà assegnato un coefficiente da un minimo di 0,10 ad un massimo di 0,30.

Per l'assegnazione dei detti coefficienti il candidato dovrà ottenere una votazione di almeno sette decimi nell'esame scritto e sei decimi nell'esame orale.

Per la prova facoltativa di stenografia verrà assegnato un coefficiente da 0,30 a 1.

Detti coefficienti saranno aggiunti alla votazione complessiva riportata negli esami obbligatori.

Art. 12.

La graduatoria dei candidati che abbiano superato la prova orale sarà formata secondo l'ordine dei punti della votazione complessiva aumentata degli eventuali coefficienti per le prove facoltative. A parità di punti saranno osservate le preferenze stabilite dal regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, e successive modificazioni ed estensioni, salvi i diritti di precedenza previsti dalle norme vigenti.

Art. 13.

La graduatoria dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei, da approvarsi con decreto Ministeriale, sarà pubblicata nel bollettino del Ministero e nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

I vincitori del concorso saranno assunti temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi, trascorso il quale, se, a giudizio del Consiglio di amministrazione, avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti per il grado di alunno d'ordine.

I vincitori del concorso ex-combattenti ed equiparati saranno nominati in prova direttamente al grado 12° ai sensi dell'art. 12 del regio decreto 3 gennaio 1926, n. 48 e dell'art. 7 del regio decreto 6 gennaio 1927, n. 27.

Coloro che, allo scadere del periodo di prova fossero ritenuti, a giudizio del Consiglio di amministrazione, non idonei a conseguire la nomina in ruolo, saranno licenziati senza diritto ad indennizzo alcuno, salva la facoltà del Consiglio di amministrazione di prorogare di altri sei mesi la durata del periodo di prova.

I vincitori del concorso che si trovino nelle condizioni di cui all'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, conseguiranno subito la nomina ad alunno d'ordine o, qualora appartengano alle categorie di cui al terzo comma del presente articolo, ad applicato.

Art. 14.

I concorrenti che abbiano superato gli esami ed eccedano il numero dei posti, non acquistano alcun diritto a coprire quelli che si facciano successivamente vacanti.

L'Amministrazione ha però facoltà di assegnare ai detti concorrenti, secondo l'ordine di graduatoria, i posti che si dovessero rendere disponibili entro sei mesi dalla approvazione della graduatoria, nel limite massimo stabilito dall'art. 3 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati dello Stato.

Art. 15.

Ai vincitori del concorso compete il rimborso della sola spesa di viaggio in seconda classe (dal luogo di residenza nella Repubblica, ovvero dalla stazione di confine o dal porto di sbarco per coloro che al momento della nomina risiedono all'estero).

Dal giorno dell'assunzione in servizio ad essi sarà corrisposto un assegno mensile pari al 12° dello stipendio iniziale del grado al quale vengono nominati ai termini del decreto del Ministro per il tesoro 21 novembre 1945.

Art. 16.

Per quanto riguarda la compilazione dei temi da svolgere, le modalità degli esami ed altro non previsto dai precedenti articoli valgono, in quanto applicabili, le disposizioni stabilite dal regio decreto 30 dicembre 1929, n. 2960.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 27 ottobre 1949

Il Ministro: SARAGAT

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 dicembre 1949
Registro Marina mercantile n. 13, foglio n. 113. — CILLO

PROGRAMMA DEGLI ESAMI

PROVE SCRITTE

1. — Componimento di lingua italiana su facile tema che valga, però, a rassicurare della conoscenza da parte del candidato delle regole di grammatica e di sintassi.
(La prova serve anche quale saggio di calligrafia).
Durata dell'esame sei ore.

2. — Problema di aritmetica elementare.
Durata dell'esame sei ore.

3. — Saggio di dattilografia (minuti dieci).

4. — Prova facoltativa di lingue estere. Traduzione dalla lingua estera in italiano da effettuarsi senza aiuto di vocabolario e di grammatica.
Durata dell'esame ore quattro.

5. — Prova facoltativa di stenografia. (Il candidato deve dar prova di saper stenografare alla velocità di parole 80 al minuto primo e leggere correttamente lo stenoscritto).
Durata dell'esame, minuti quindici.

PROVA ORALE

Durata della prova: mezz'ora per ciascun candidato.

1. — Elementi di aritmetica.
2. — Elementi di statistica.
3. — Elementi di geografia fisica e politica dell'Europa in generale e dell'Italia in particolare.
4. — Elementi di storia d'Italia dal 1815 ai giorni nostri.
5. — Nozioni generali sull'ordinamento amministrativo dello Stato. Cenni particolari sull'ordinamento amministrativo della Amministrazione centrale e periferica della marina mercantile.
6. — Nozioni sull'ordinamento degli archivi.
7. — Prova facoltativa di lingue estere: lettura e traduzione in italiano di un brano delle lingue straniere indicate per gli esami scritti.

Roma, addì 27 ottobre 1949

Il Ministro: SARAGAT

(344)

MINISTERO DEL TESORO

Diario delle prove scritte dei concorsi nei ruoli centrali e provinciali del personale dipendente dalla Ragioneria generale dello Stato.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i propri decreti in data 21 marzo 1949, 11 aprile 1949, 21 marzo 1949 e 25 aprile 1949, con i quali sono stati banditi i seguenti concorsi per esami:

a) per duecentosettantotto posti di vice segretario in prova nel ruolo dei servizi centrali della Ragioneria generale dello Stato (gruppo *A*) riservato al personale di ruolo e non di ruolo del Ministero del tesoro e delle altre Amministrazioni dello Stato;

b) per trecentodiciassette posti di alunno in prova nel ruolo d'ordine dei servizi centrali della Ragioneria generale dello Stato (gruppo *C*) riservato al personale di ruolo e non di ruolo del Ministero del tesoro e delle altre Amministrazioni dello Stato;

c) per duecentottantotto posti di volontario di ragioneria delle Intendenze di finanza (gruppo *B*) riservato al personale di ruolo e non di ruolo delle Amministrazioni statali;

d) per trecentotrentuno posti di alunno in prova nel ruolo della carriera degli ufficiali di ragioneria delle Intendenze di finanza (gruppo *C*), riservato al personale di ruolo e non di ruolo delle Amministrazioni dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

Le prove scritte del concorso per esami a duecentosettantotto posti di vice segretario in prova nel ruolo di concetto dei servizi centrali della Ragioneria generale dello Stato (gruppo *A*) sono fissate per i giorni 16, 17 e 18 marzo 1950.

Art. 2.

Le prove scritte del concorso per esami a trecentodiciassette posti di alunno in prova nel ruolo della carriera d'ordine della Ragioneria generale dello Stato (gruppo *C*) sono fissate per i giorni 20 e 21 marzo 1950.

Art. 3.

Le prove scritte del concorso per esami a duecentottantotto posti di volontario di ragioneria delle Intendenze di finanza (gruppo *B*) sono fissate per i giorni 25, 27 e 28 marzo 1950.

Art. 4.

Le prove scritte del concorso per esami a trecentotrentuno posti nel ruolo della carriera degli ufficiali di ragioneria delle Intendenze di finanza (gruppo *C*) sono fissate per i giorni 30 e 31 marzo 1950.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 4 gennaio 1950

Il Ministro: PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 gennaio 1950
Registro Tesoro n. 1, foglio n. 58. — GRIMALDI

(400)

PREFETTURA DI FOGGIA

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Foggia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FOGGIA

Visto il proprio decreto n. 15150/San. del 10 luglio 1947, successivamente modificato con decreto pari numero del 10 settembre 1947, con il quale fu bandito il concorso per titoli e per esami a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Foggia al 30 giugno 1947;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso, nominata con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica in data 20 luglio 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 207 del 6 settembre 1948;

Vista la graduatoria dei concorrenti formata dalla Commissione stessa;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti risultati idonei nel concorso di cui in narrativa:

1. Buoncristiano Luigi di Severino punti 114,400/150
2. De Matteis Pietro fu Giovanni » 113,925/150
3. Flaminio Francesco fu Arcangelo » 105,500/150
4. De Salvia Giuseppe fu Domenico » 105,375/150
5. Patricelli Luigi di Vincenzo » 102,750/150
6. Di Febio Remo fu Gabriele » 102,375/150
7. Sepe Rolando fu Attilio » 99,875/150
8. Radatti Pasquale di Giuseppe » 98 — /150
9. Lanzetta Nicola fu Giuseppe » 97,500/150
10. De Paola Giovanni fu Gennaro » 96,875/150
11. Azzone Giovanni di Ludovico » 93,875/150
12. Malice Alessandro fu Vincenzo » 90,875/150
13. Leone Mario di Nicola » 90,875/150
14. Niro Salvatore fu Michele » 90,500/150
15. Piracci Alfredo di Giuseppe » 89,125/150
16. Onorato Luigi di Nicola » 86,625/150
17. Di Michele Alberto fu Michele » 85,750/150
18. Labombarda Vincenzo di Luigi » 83,375/150
19. Esposito Luca fu Emanuele » 82,500/150
20. Grossi Giuseppe fu Michele » 81,125/150
21. Cantatore Paolo Giuseppe di Benedetto » 80,875/150
22. Montecalvo Gerardo di Giovanni » 79 — /150
23. Schiavone Francesco fu Rocco » 78,375/150
24. Fascia Giuseppe fu Giovanni » 77,875/150
25. La Torretta Giacomino di Antonio » 77,500/150
26. D'Amati Francesco di Michele » 76,750/150
27. D'Aloja Mercurio fu Raffaele » 75,625/150
28. Giordano Carlo di Vincenzo » 75,250/150
29. D'Orsi Pasquale fu Michele » 71,250/150
30. Cuccia Aldo di Leonardo » 71,200/150
31. Pascarella Beniamino fu Savino » 71,125/150
32. Mele Vincenzo di Francesco » 70,875/150
33. Grasso Salvatore fu Giuseppe » 70,500/150
34. Rossi Giuseppe di Raffaele » 70,250/150
35. Ricciardi Matteo fu Giuseppe » 70 — /150
36. De Cosmo Eugenio fu Salvatore » 69,375/150
37. Festa Giacinto di Giovanni » 69 — /150
38. Torraca Giuseppe fu Giovanni » 67,500/150
39. Lo Conte Ugo di Francesco Paolo » 66,875/150
40. Siniscalco Atalia fu Vincenzo » 66,500/150
41. Cirillo Francesco fu Luigi » 65,500/150
42. Miccoli Luigi fu Sabino » 64,875/150
43. Trombetti Rocco Antonio di Giuseppe » 64 — /150
44. Trombetti Vincenzo di Pasquale » 63,750/150
45. Marinelli Alessandro di Giuseppe » 63,625/150
46. Pacilli Matteo di Michele punti 63,250/150
47. Polignone Domenico di Antonio » 63 — /150
48. Petracca F.sco Paolo fu Leonardo » 62,125/150
49. Tedeschi Michele Vinc. fu Francesco » 61,750/150
50. Mastrangelo Pasquale di Michele » 61,625/150
51. Losurdo Michele fu Nicola » 61 — /150
52. Lupi Franz di Andrea » 59,125/150
53. Centonza Mario di Domenico » 56,850/150
54. Montanari Manlio di Valerio » 55,875/150
55. Giaccari Francesco di Domenico » 53,250/150
56. Biondi Pietro fu Giovanni » 52,500/150

Foggia, addì 29 novembre 1949

Il prefetto: DONADU

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FOGGIA

Visto il proprio decreto pari numero in data odierna, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso per ventisette posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 giugno 1947;

Viste le domande dei concorrenti, con l'indicazione delle sedi richieste in ordine di preferenza;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso di cui in narrativa per la sede di condotta a fianco di ciascuno indicata:

1. Buoncristiano Luigi: San Severo (centro San Severino);
2. De Matteis Pietro: Motta Montecorvino;
3. Flaminio Francesco: Foggia (3ª condotta);
4. De Salvia Giuseppe: Manfredonia (1ª condotta);
5. Patricelli Luigi: Volturara Appula;
6. Di Febio Remo: Candela;
7. Sepe Rolando: Foggia (4ª condotta);
8. Radatti Pasquale: Manfredonia (frazione Zapponeta);
9. Lanzetta Nicola: Monte Sant'Angelo (frazione Mattinata);
10. Azzone Giovanni: Castelluccio dei Sauri;
11. Malice Alessandro: Celenza Valfortore;
12. Leone Mario: Roseto Valfortore;
13. Niro Salvatore: San Severo (centro Santa Maria);
14. Piracci Alfredo: Vieste (2ª condotta);
15. Onorato Luigi: Pietra Montecorvino;
16. Di Michele Alberto: Consorzio Faeto Celle San Vito;
17. Labombarda Vincenzo: Peschici;
18. Grossi Giuseppe: Cagnano Varano;
19. Cantatore Paolo: Stornarella;
20. Montecalvo Gerardo: Panni;
21. Schiavone Francesco: Orta Nova (frazione Carapelle);
22. Fascia Giuseppe: San Marco la Catola;
23. La Torretta Giacomino: Carlantino;
24. D'Amati Francesco: Orta Nova (frazione Ordona);
25. D'Aloja Mercurio: Castelnuovo della Daunia;
26. Giordano Carlo: Carpino;
27. D'Orsi Pasquale: Lesina.

I concorrenti De Paola Giovanni ed Esposito Luca, classificati rispettivamente al 10° e 19° posto della graduatoria di merito non sono riusciti vincitori di condotta, perchè le sedi da essi richieste sono state assegnate ai concorrenti che li precedono in graduatoria.

Foggia, addì 29 novembre 1949

Il prefetto: DONADU

(355)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.